



Ministère de l'Économie, des Finances, de la Dette et des Participations,
Chargé de la Lutte contre la Vie Chère.

Communiqué de presse

Maintien de la note souveraine du Gabon par Fitch Ratings : une reconnaissance de la crédibilité des réformes engagées par les Autorités gabonaises

Libreville, 22 mai 2026 - Le Ministère de l'Économie, des Finances, de la Dette et des Participations, chargé de la Lutte contre la Vie chère, prend acte avec satisfaction de la décision de l'agence internationale Fitch Ratings, en date du 22 mai 2026, de maintenir la note souveraine du Gabon à son niveau actuel.

Cette décision constitue un signal fort de confiance des marchés et des partenaires internationaux dans la trajectoire de redressement économique et budgétaire engagée par les Autorités gabonaises sous l'impulsion du Président de la République. Elle traduit la reconnaissance des efforts soutenus entrepris pour restaurer durablement les équilibres macroéconomiques, de renforcer la gouvernance publique et d'accélérer la transformation structurelle de l'économie nationale.

Cette appréciation favorable fait suite à la mission menée à Libreville du 11 au 13 mai 2026 par les analystes de l'agence de notation Fitch Ratings, dans le cadre du renforcement du dialogue entre le Gabon et ses partenaires internationaux. Cette mission a été marquée par des échanges approfondis avec plusieurs administrations publiques, les principaux partenaires techniques et financiers du Gabon — notamment le Fonds monétaire international et la Banque mondiale — ainsi qu'avec les représentations diplomatiques et les acteurs du secteur privé national.

À cette occasion, **Monsieur Thierry Minko**, Ministre de l'Économie, des Finances, de la Dette et des Participations, chargé de la Lutte contre la Vie chère, a réaffirmé la détermination du Gouvernement à poursuivre avec rigueur et constance la mise en œuvre des réformes structurelles et de la stratégie de transformation économique portées à travers le Plan National de Croissance et de Développement 2026-2030.

L'agence de notation Fitch Ratings souligne notamment les perspectives solides de croissance du Gabon, ainsi que les avancées significatives enregistrées en matière de gouvernance économique, de transparence budgétaire et de crédibilité des finances publiques. Ces progrès s'appuient sur des réformes ambitieuses visant à améliorer la mobilisation des ressources internes, à travers la digitalisation progressive de l'administration et des régies financières, à renforcer l'efficacité de la dépense publique et à consolider la discipline budgétaire.

La décision de Fitch Ratings conforte également les orientations prises par les Autorités en vue de restaurer durablement la soutenabilité des finances publiques et de contribuer au

Communication Gouvernementale

f : @CommunicationGOUVGA

🐦 : Comgouv_GA

●● : Comgouv_GA

✉ : communication.gouvernementale@gouv.ga



renforcement de la viabilité extérieure de la sous-région CEMAC, dans un contexte international encore marqué par de fortes incertitudes économiques et financières.

Le Gouvernement se félicite par ailleurs des progrès substantiels accomplis en matière de transparence et de reddition des comptes dans la gestion des finances publiques. À cet égard, le lancement imminent de l'audit de la dette publique constitue une étape majeure dans la volonté des Autorités gabonaises de promouvoir une gestion rigoureuse, transparente et soutenable des engagements de l'État, conformément aux meilleurs standards internationaux.

Le Gouvernement gabonais demeure pleinement mobilisé pour poursuivre et intensifier les réformes engagées. À cet effet, il a adopté le projet de Loi de Finances Rectificative 2026, qui sera prochainement soumis au Parlement, tout en poursuivant les discussions avec le Fonds monétaire international en vue de la conclusion d'un nouveau programme en 2026.

À travers cette dynamique, les Autorités réaffirment leur engagement à ancrer durablement une trajectoire macro-budgétaire crédible, favorable à la stabilité économique, à l'attractivité du pays et à une croissance inclusive au bénéfice des populations gabonaises.

FIN